

Vue d'ensemble

La région couverte par le Département Moyen-Orient et Asie centrale (MCD) semble connaître à nouveau, en 2007, une année de croissance soutenue. La progression du PIB réel devrait dépasser 6% en moyenne pour la cinquième année consécutive. Tous les groupes de pays de la région—pays exportateurs de pétrole, marchés émergents et pays à faible revenu—ont enregistré de bons résultats, la croissance ayant été particulièrement forte dans les pays du Caucase et d'Asie centrale (CAC).¹ Ces résultats s'expliquent par le niveau élevé des prix du pétrole et des produits de base non pétroliers, le dynamisme de la croissance mondiale, un environnement financier international favorable et la qualité de la politique économique d'un grand nombre de pays relevant du MCD.

L'inflation, toutefois, s'accélère en raison de la forte progression de la demande et d'importantes rentrées de devises. La politique monétaire d'un grand nombre de pays étant globalement accommodante, l'inflation devrait atteindre en moyenne près de 9% en 2007 contre 7,5 % l'année dernière. Cette hausse est particulièrement notable dans certains pays exportateurs de pétrole, où l'accélération de l'inflation commence à se traduire par une appréciation plus prononcée des taux de change réels, comme on pouvait s'y attendre au vu de l'augmentation des prix des produits pétroliers.

Encore très élevés, les excédents extérieurs et budgétaires de la région devraient baisser en 2007. S'agissant des pays exportateurs de pétrole, seulement le quart de la diminution de l'excédent du compte des transactions courantes prévue pour 2007 sera dû au recul des prix pétroliers. Le reste découlera de l'accroissement des dépenses, les importations augmentant fortement sous l'effet, d'une part, de la mise en œuvre de grands projets d'infrastructures publics et privés, d'autre part de la hausse des dépenses consacrées aux programmes sociaux. Les recettes tirées des exportations de pétrole devraient baisser légèrement pour s'établir à 570 milliards de dollars en 2007, si l'on prend comme hypothèse un cours moyen du baril de pétrole de 61 dollars, contre 64 dollars l'an dernier. Les projections de recettes sont évidemment très sensibles aux variations des cours pétroliers: on estime qu'une baisse de cinq dollars du prix du baril réduit les exportations de la région de 45 milliards de dollars par an et les recettes budgétaires de 35 milliards de dollars.

¹ Ces pays sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la République kirghize, le Tadjikistan et le Turkménistan.

Les résultats des marchés des capitaux des pays de la région couverte par le MCD sont mitigés. Dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG),² la correction des cours boursiers qui avait commencé au début de 2006 s'est poursuivie, mais les sorties de capitaux subies par ces marchés ont profité à d'autres places régionales, notamment celles des pays du Maghreb.³ L'abondance de liquidités et l'accroissement de la demande de financements de projets d'investissement ont entraîné une forte accélération des émissions d'obligations islamiques (sukuk), surtout dans les pays membres du CCG.

Les perspectives, globalement très positives, ne sont certes pas dénuées de risques, mais la région est de plus en plus résiliente aux chocs potentiels. Parmi les problèmes susceptibles de se produire au plan mondial figurent un possible ralentissement de la croissance mondiale (provoquée, par exemple, par un fléchissement plus marqué que prévu de l'activité économique des États-Unis) et une aggravation persistante de la volatilité des marchés financiers. Au plan régional, l'escalade des conflits constitue une menace permanente. Le FMI s'emploie activement à aider plusieurs pays de la région sortant d'un conflit, dont le Liban, auquel le FMI fournit un financement par le biais du programme d'aide d'urgence aux pays sortant d'un conflit récemment approuvé. Une forte chute des prix du pétrole affecterait aussi la croissance de la région, mais, sur le marché pétrolier, la prépondérance des risques penche plutôt du côté d'une hausse des cours que d'une baisse. La mise en œuvre de politiques macroéconomiques bien orientées, le gonflement des réserves de change et la contraction de la dette auxquels on a assisté ces dernières années aideront la région à résister à tous les chocs hormis les plus violents.

Le principal défi économique de la région consiste à maintenir, et même à accélérer, le rythme de la croissance économique, afin de faire reculer sensiblement la pauvreté et le chômage. Le dynamisme de la croissance économique n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois pour une main-d'œuvre en forte expansion; les taux de pauvreté, en outre, ont peu baissé, même dans les pays à faible revenu qui connaissent une forte croissance.

Les politiques économiques des pays exportateurs de pétrole sont sur la bonne voie. Ces pays, en effet, peuvent aisément financer leurs programmes de soutien aux investissements dans le secteur social et les infrastructures même dans l'hypothèse d'un modeste recul des cours pétroliers. Il importe que ces pays procèdent aux investissements nécessaires à la diversification de leur économie: c'est particulièrement vrai pour les pays qui font face à une baisse imminente de la production pétrolière et ceux qui, aujourd'hui, tirent avantage d'un niveau élevé des cours des métaux qui ne sera peut-être pas durable. La stabilité de l'environnement macroéconomique et la mise en œuvre de réformes visant à améliorer le

² Ces pays sont les suivants: Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

³ Les pays du Maghreb incluent l'Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

climat des affaires et renforcer le secteur financier contribuent de façon essentielle à attirer davantage d'investissements privés dans les secteurs autres que celui des produits de base.

L'assainissement des finances publiques demeure une priorité dans les pays à marché émergent. Les déficits budgétaires de plusieurs de ces pays restent élevés, ce qui ne permet pas de réduire suffisamment la dette. La poursuite de la mise en œuvre de mesures visant à élargir l'assiette fiscale, améliorer l'administration de l'impôt et réduire les subventions permettrait de limiter les déficits tout en dégagant la marge de manœuvre nécessaire au financement de programmes bien ciblés de lutte contre la pauvreté.

La gestion judicieuse de l'impact macroéconomique d'investissements de grande ampleur financés sur ressources extérieures représente un défi important pour les pays à faible revenu. Grâce à l'amélioration de leurs politiques économiques et la diminution de leur endettement, ces pays attirent d'importants financements à l'appui de leurs projets d'infrastructure, notamment dans les secteurs de l'énergie et des transports. S'il est vrai que ces projets sont susceptibles de stimuler la croissance et réduire la pauvreté de façon significative, ils ne seront efficaces que s'ils s'accompagnent de réformes structurelles essentielles et de prudentes stratégies de gestion de la dette qui permettront d'éviter un endettement excessif.

Les pays de la région CAC doivent rester vigilants face aux pressions inflationnistes, nourries par une très forte croissance de la demande et de grosses entrées de capitaux, d'envois de fonds et, dans certains cas, de recettes pétrolières. Un resserrement de la politique monétaire et une appréciation supplémentaire des taux de changes nominaux contribueraient à empêcher ces pressions de s'enraciner dans l'économie, tandis qu'une accélération des réformes structurelles visant à accroître la productivité aiderait les pays concernés à préserver leur compétitivité internationale.

Tous les pays de la région tireraient profit de la poursuite du développement des institutions financières, de l'approfondissement des marchés et d'une intégration plus poussée avec les pays voisins. La nécessité d'utiliser efficacement les importantes ressources d'épargne de la région donne à cette question une importance particulière. Des progrès encourageants ont été accomplis dans plusieurs pays, notamment dans ceux du CCG et du Maghreb.” ■